



Guillaume Blanc

***L'invention du colonialisme vert.
Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain***

Éditions Flammarion, 2020, 343 pages

L'historien Guillaume Blanc (université Rennes 2) examine, dans ce livre, les avatars de la protection de la nature en Afrique, de la période coloniale à nos jours. Il a notamment eu accès aux archives de l'*Ethiopian Wildlife Conservation Organization* et, depuis 2007, il a aussi réalisé des séjours dans les montagnes du Simien, interviewé des habitants, des surveillants du parc et des touristes. L'exemple de l'Éthiopie est donc particulièrement approfondi, mais les processus mis en évidence dans ce pays, comme l'atteste une bibliographie conséquente, ont en fait concerné l'ensemble du continent.

Proposant une analyse chronologique en sept phases, à partir de 1850, l'auteur soutient que les politiques de conservation de la faune sauvage, sous la forme de quelques 350 parcs nationaux, renvoient à une représentation erronée, contradictoire mais persistante, de l'Afrique comme « jardin d'Éden » inhabité, sauvage et naturel, menacé par les activités agropastorales et l'incurie de certains responsables Africains. Teintée de religiosité chrétienne – le « paradis perdu » étant activement recherché encore aux XVI^e et XVII^e siècles –, cette représentation a pris forme dès les premiers récits d'explorateurs, en contrepoint d'une cécité étonnante sur l'ampleur des dégradations causées par l'exploitation coloniale (plantations, chasse, collections). L'auteur rappelle ainsi que sur la période 1850-1920, près de 94 millions d'hectares de forêt ont été rasés en Afrique subsaharienne (et en Asie du Sud-Est), pour faire place aux cultures coloniales.

Le « mythe » d'un continent vide, sans peuplement humain, est en partie une illusion bien fondée. En Afrique de l'Est (Kenya et Tanzanie), à la fin du XIX^e siècle, les colons trouvent des territoires désertés, après de grandes épizooties qui ont décimé les troupeaux, laissé place à la savane et poussé les humains à fuir. Par la suite, cette imagerie d'une Afrique sauvage et « naturelle » a été reconduite par la littérature (Hemingway, Blixen), les documentaires animaliers et les reportages du *National Geographic*, ou encore le cinéma

d'animation (*Le Roi Lion*). Mais l'idée, « néo-malthusienne » et véhiculée dans un premier temps par des botanistes, qu'une forêt primaire aurait originellement recouvert le continent, comme le « récit décliniste » – et raciste – selon lequel les « indigènes » n'auraient cessé de dégrader cet environnement (chasse puis braconnage, déforestation pour l'agriculture vivrière, érosion et désertification causées par un pâturage trop intense), sont largement réfutés dans l'ouvrage. Reconstituant les décisions qui ont amené à « mettre l'Afrique en parc », l'auteur livre des archives féroces sur la fragilité des chiffres et des évaluations « à dire d'experts » sur lesquels s'appuyaient pourtant, à l'origine, les politiques de conservation : « là aussi, les croyances coloniales ont été érigées en vérités scientifiques au début des années 1960 ».

Au moment des indépendances, la reconversion des administrateurs coloniaux (notamment britanniques) en experts internationaux a favorisé une continuité avec les réserves de chasse mises en place à la fin du XIX^e siècle, et déjà transformées en parcs nationaux dans les années 1930. Le livre comporte de fines analyses des relations ambivalentes entre ce personnel administratif de haut niveau, dont on suit le recrutement et les mutations d'un pays à l'autre, et les élites africaines : « sans l'expert, le dirigeant ne peut pas tout à fait contrôler les citoyens éthiopiens ; et sans le dirigeant, l'expert ne peut pas tout à fait contrôler la nature africaine ». La politique des parcs, soutenue au niveau mondial par l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), a en effet aussi servi les intérêts des nouveaux pouvoirs, en légitimant le contrôle et la criminalisation des populations, notamment nomades. Aujourd'hui, l'action des agences internationales, y compris la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), et celle d'organisations non gouvernementales comme le WWF (World Wildlife Fund, créé en 1961, dont la genèse est longuement étudiée), prolongeraient, sous couvert de développement durable et de « gestion communautaire », une posture de « naturalisation coercitive » de l'espace. Les parcs y demeurent conçus comme des sanctuaires dont les habitants doivent être évacués, fût-ce au prix de violences et de profondes perturbations sociales (paupérisation, mendicité liée au tourisme, etc.).

Le propos de l'auteur, très vif à l'encontre du « piège du développement durable », a donné lieu à des réactions vigoureuses dans les milieux de l'aide internationale et de la conservation, comme celle du sous-directeur général pour la culture de l'Unesco, publiée par *Le monde* en novembre 2020. Les déplacements de populations, par exemple, ne seraient plus d'actualité, ou se feraient sur la base du volontariat. Mais dans le premier et le dernier chapitre de son livre, comme dans les interviews réalisées depuis, l'auteur souligne que le processus d'expulsion se poursuit encore sur le terrain, comme en 2016 pour les 2 508 habitants du village de Gich, dans le Simien, relocalisés dans la petite ville de Debarq, 35 kilomètres plus à l'ouest. Or les agropasteurs, n'utilisant pas de voiture ou d'électricité, sont en fait les rares représentants, à l'heure actuelle, d'une posture de sobriété. Aux yeux de l'auteur, l'« injustice sociale » qui les frappe se double d'une « absurdité écologique » : les personnes ainsi déplacées n'ont pas contribué à la crise environnementale globale qui justifie la sanctuarisation de l'Afrique, mais elles se retrouvent dans une situation anormale et dégradée, les « compensations » n'étant jamais à la hauteur des préjudices subis.

Florent Bidaud
Centre d'études et de prospective
MAA
florent.bidaud@agriculture.gouv.fr

